

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
No. Cour : 500-11-042483-129

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
PROPOSÉ DE:

BOUTIQUE LE PENTAGONE INC., personne morale
dûment incorporée en vertu de la *Loi sur les
compagnies*, partie IA, ayant son siège social au
2, Complexe Desjardins, C.P. 760, bureau 1717, dans la
Ville et le District de Montréal, Province de Québec,
H5B 1B8

Débitrice-Requérante

-et-

RSM RICHTER INC., personne morale ayant sa place
d'affaires au 2, Place Alexis-Nihon, dans la Ville et le
District de Montréal, Province de Québec, H3Z 3C2

Contrôleur

REQUÊTE EN PROROGATION DE DÉLAI ET
POUR ÉTABLIR LA PROCÉDURE RELATIVE AU PROCESSUS DE TRAITEMENT DES
RÉCLAMATIONS
(Articles 11 et suivants de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers
des compagnies* (L.R.C. 1985, c. C-36))

À L'HONORABLE JUGE YVES POIRIER DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC,
SIÉGEANT EN CHAMBRE COMMERCIALE, DANS ET POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL,
LA DÉBITRICE-REQUÉRANTE EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

I. INTRODUCTION

1. Le 10 avril 2012, l'Honorable Juge Yves Poirier a émis une ordonnance initiale (l'« **Ordonnance initiale** ») à l'égard de Boutique Le Pentagone inc., (la « **Requérante** » ou la « **Compagnie** »), le tout tel qu'il appert du dossier de la Cour;
2. Aux termes de l'Ordonnance initiale, RSM Richter Inc. a été nommé à titre de contrôleur de la Requérante (le « **Contrôleur** »);
3. Tel qu'il appert de l'Ordonnance initiale, l'Honorable Juge Yves Poirier a ordonné, *inter alia*, la suspension des procédures à l'égard de la Requérante jusqu'au 10 mai 2012;
4. Par la présente requête, la Requérante demande respectueusement à cette Honorable Cour de :

- a) Proroger la suspension des procédures jusqu'au 5 juillet 2012, pour les motifs plus amplement exposés ci-dessous;
- b) Établir la procédure pour l'identification, la résolution et l'exclusion des réclamations contre la Requérante, le tout en conformité avec les dispositions de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (la « **LACC** »);

II. RESTRUCTURATION

- 5. Dans sa requête pour l'émission de l'Ordonnance initiale, la Requérante a décrit ses biens, actifs, endettement, situation financière, ainsi que les motifs pour lesquels elle considèrerait nécessaire de restructurer ses opérations, le tout tel qu'il appert du dossier de la Cour;
- 6. Depuis l'émission de l'Ordonnance initiale, la Requérante a fait et continue de faire des efforts importants pour restructurer ses opérations, avec comme objectif final de déposer un plan de compromis ou d'arrangement à ses créanciers, et ce, dans l'intérêt de toutes les parties intéressées;
- 7. Depuis l'émission de l'Ordonnance initiale, la Requérante a notamment entrepris les démarches et mesures ci-après exposées;

A. FERMETURES DE BOUTIQUES NON RENTABLES

- 8. Tel qu'envisagé à sa requête pour l'émission d'une Ordonnance initiale, la Requérante, avec l'assistance du Contrôleur, a identifié plusieurs boutiques non rentables localisées à des endroits variés à travers la province de Québec qu'elle s'est proposée de fermer (les « **Boutiques non rentables** »);
- 9. Bien que l'analyse et la détermination des Boutiques non rentables ne soient pas encore finalisées à ce stade-ci, il est envisagé que la fermeture des Boutiques non rentables se fera en trois séries, soit :
 - a) Une première série de treize (13) Boutiques non rentables dont la fermeture entrera en vigueur le 12 mai 2012 (la « **Première série** »);
 - b) Une deuxième série composée d'un nombre non encore déterminé de Boutiques non rentables dont la fermeture entrera en vigueur le 12 juin 2012 (la « **Deuxième série** »);
 - c) Une troisième série composée d'un nombre encore non déterminé de Boutiques non rentables dont la fermeture entrerait en vigueur vers la fin du mois de juillet 2012 (la « **Troisième série** »);
- 10. Le 12 avril 2012, la Requérante, avec l'assistance du Contrôleur, et suivant les dispositions de la LACC et de l'Ordonnance initiale, a :

- a) envoyé des avis de résiliation des baux à treize (13) locataires en regard des immeubles où opéraient les Boutiques non rentables de la Première série;
 - b) envoyé des avis de résiliation des contrats de travail à quatre-vingt-huit (88) employés œuvrant dans les Boutiques non rentables de la Première série;
 - c) envoyé des avis de résiliation des contrats de travail à trois (3) employés œuvrant au siège administratif de la Requérante et dont les fonctions étaient principalement liées aux opérations des Boutiques non rentables de la Première série; et
 - d) avisé le Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale, dans les délais prescrits et selon la manière prescrite, des mises à pied résultant des fermetures des Boutiques non rentables de la Première série;
11. Les Employés mis à pied suite à la fermeture des Boutiques non rentables de la Première série bénéficient d'un préavis travaillé de quatre (4) semaines;
12. Les démarches visant la fermeture des Boutiques non rentables de la Première série se sont déroulées de manière ordonnée et la Requérante a fait des efforts importants afin de minimiser l'impact de ces fermetures pour toutes les parties intéressées, ayant notamment :
- a) activement participé à la recherche d'emplois pour le bénéfice de ses ex-employés et aidé à sécuriser de tels emplois pour approximativement soixante (60) de ses employés mis à pied suite aux fermetures des Boutiques non rentables de la Première série; et
 - b) réacheminé les marchandises des Boutiques non rentables de la Première série vers les autres boutiques de la Compagnie dont les opérations se poursuivent;
13. Il est envisagé que les avis de résiliation des baux et les avis de résiliation des contrats de travail relatifs à la fermeture des Boutiques non rentables de Deuxième série soient envoyés le 12 mai 2012;
14. La Requérante, avec l'assistance du Contrôleur, poursuit son analyse afin d'identifier les Boutiques non rentables de la Troisième série;

B. PROCESSUS DE SOLLICITATION D'APPEL D'OFFRES D'ALLIANCES STRATÉGIQUES

15. Tel qu'envisagé à sa requête pour l'émission de l'Ordonnance initiale, la Requérante a identifié une liste de cent trente-trois (133) entreprises ou sociétés de financement susceptibles à démontrer un intérêt à investir dans la Compagnie ou à conclure une alliance stratégique avec celle-ci (« **Partenaires stratégiques potentiels** »);
16. Le 23 avril 2012, la Requérante a formellement initié le processus de sollicitation d'appel d'offres d'alliances stratégiques envisagé à la requête pour l'émission de l'Ordonnance

initiale (le « **Processus de sollicitation** ») en envoyant aux Partenaires stratégiques potentiels un document d'information sommaire (le « **Document de sollicitation** ») et invitant ceux-ci à signer une entente de confidentialité (l'« **Entente de confidentialité** »), le tout tel qu'il appert d'une copie de ce document d'information sommaire, produite au soutien des présentes sous la **Cote R-1**;

17. Aux termes du Document de sollicitation, les Partenaires stratégiques potentiels disposent d'un délai expirant le 18 mai 2012 afin de faire parvenir au Contrôleur une lettre d'intention et d'un délai expirant le 22 juin 2012 afin de faire parvenir au Contrôleur une offre ferme comprenant des conditions minimales quant à l'investissement ou à l'alliance stratégique proposée;
18. La Requérante, avec l'assistance du Contrôleur, a mis en place une salle virtuelle de consultation des documents de la Compagnie (la « **Salle virtuelle** »), laquelle est destinée à l'usage des Partenaires stratégiques potentiels qui ont signé l'Entente de confidentialité;
19. En date de la présente, onze (11) Partenaires stratégiques potentiels ont signé l'Entente de confidentialité et ont accédé à la Salle virtuelle;
20. Le Contrôleur a jusqu'à maintenant contacté près de la moitié des Partenaires stratégiques potentiels qui n'ont pas répondu au Document de sollicitation et continue de faire le suivi avec le reste des Partenaires stratégiques potentiels afin d'explorer leur intérêt à investir dans la Compagnie ou à s'allier à celle-ci;

C. AUTRES EFFORTS DE RESTRUCTURATION

21. Les dirigeants de la Requérante ont également déployé depuis l'émission de l'Ordonnance Initiale des efforts considérables afin de mettre en place des programmes d'escomptes dans plusieurs boutiques de la Compagnie, lesquels offrent aux clients de la Compagnie un rabais jusqu'à trente pourcent (30 %) sur des marchandises sélectionnées;
22. Ces programmes d'escomptes ont connu un succès significatif et ont entraîné une baisse de l'inventaire et une hausse des ventes considérable depuis l'émission de l'Ordonnance initiale;

III. LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA REQUÉRANTE

23. Depuis l'émission de l'Ordonnance initiale, les opérations de la Requérante se sont poursuivies normalement et la Compagnie continue de faire honneur de ses obligations encourues au fur et à mesure qu'elles deviennent dues;
24. Les flux monétaires de la Requérante se sont améliorés depuis l'émission de l'Ordonnance initiale en raison de l'augmentation des ventes;
25. À la lumière de l'augmentation des ventes depuis l'émission de l'Ordonnance initiale, il est envisagé que la Requérante pourra maintenir ses flux monétaires jusqu'au 5 juillet 2012, et ce, sans aucune nécessité d'augmenter son passif, le tout tel qu'il appert d'une

copie de l'état d'évolution de l'encaisse révisé, produite au soutien des présentes sous la Cote R-2;

26. Par ailleurs, la Requérante a communiqué et continue de communiquer régulièrement avec sa principale créancière garantie, le Centre financier aux entreprises Desjardins (« CFE ») afin de tenir celle-ci informée des présentes procédures en vertu de la LACC;

IV. MOTIFS AU SOUTIEN DE LA PROROGATION

27. La Requérante demande une prorogation de la Période de suspension des procédures jusqu'au 5 juillet 2012, afin de pouvoir poursuivre les démarches entreprises pour restructurer ses opérations au bénéfice de toutes les parties intéressées;

28. Plus spécifiquement, la prorogation demandée de la Période de suspension permettra à la Requérante de mettre en œuvre les mesures suivantes :

- a) les fermetures de Boutiques non rentables de la Deuxième et de la Troisième séries;
- b) la finalisation du Processus de sollicitation;
- c) la réception d'une offre ferme de la part d'un ou de plusieurs Partenaires stratégiques potentiels visant à investir dans la Compagnie ou à s'allier à celle-ci; et
- d) l'identification, l'analyse et, le cas échéant, l'exclusion des réclamations contre la Requérante, suivant la procédure à être mise en place avec l'autorisation de la Cour;

29. La demande de prorogation de la Requérante ne causera aucun préjudice aux créanciers de celle-ci;

30. La Requérante a agi et continue d'agir de bonne foi et avec diligence afin de mettre en place les mesures lui permettant de soumettre sous peu un plan d'arrangement à ses créanciers;

V. L'ÉTABLISSEMENT DE LA PROCÉDURE DE TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS

31. La Requérante et le Contrôleur sont d'avis que la mise en œuvre de la procédure de traitement de réclamations à ce stade-ci permettra une meilleure analyse et compréhension du passif de la Compagnie, ce qui favorisera toute transaction potentielle à intervenir avec le partenaire stratégique sélectionné aux termes du Processus de sollicitation et la présentation à ses créanciers d'un plan d'arrangement satisfaisant;

32. L'ordonnance proposée recherchée aux termes des présentes est substantiellement similaire à celle prévue par l'ordonnance standard du Barreau de Montréal en ce qui concerne les conclusions relatives à la procédure des réclamations, avec l'exception de l'inclusion du terme « Date limite de dépôt des réclamations reliées à la restructuration » et de quelques autres modifications mineures;

33. Étant donné que le processus de fermeture de Boutiques non rentables pourrait se prolonger jusqu'à la fin du mois de juillet 2012 pour les Boutiques de Troisième série, la Requérante ne pourra envoyer tous les avis en vertu de l'article 32 de la LACC avant le 22 juin 2012;
34. La Requérante propose donc une date limite distincte pour le dépôt de l'ensemble des réclamations potentielles et celles reliées à la restructuration, afin de permettre aux locateurs, employés et autres parties affectés par la fermeture des Boutiques non rentables de la Troisième série de déposer leur réclamation, le cas échéant;

VI. GÉNÉRAL

35. Étant donné que la Requérante est un émetteur privé et que la Pièce R-2 contient des informations confidentielles concernant la Requérante, lesquelles informations ne font pas l'objet d'une obligation de divulgation au public en vertu des lois et règlements applicables, cette dernière demande à la Cour de produire la Pièce R-2 sous pli confidentiel;

POUR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR :

Signification

- [1] **DÉCLARER** que la Requête a été dûment signifiée, que les avis de présentation de la Requête sont suffisants et dispenser la Débitrice-Requérante de tout avis supplémentaire;

Prorogation

- [2] **PROROGER** la Date de suspension des procédures (tel que définie dans l'Ordonnance initiale) jusqu'au 5 juillet 2012, le tout suivant les conditions prévues à l'Ordonnance initiale;

Définitions

- [3] **ORDONNER** que, sauf indication contraire, les termes suivants de cette Ordonnance aient le sens qui leur est attribué ci-dessous :
- (a) « **Assemblée des créanciers** » désigne toute assemblée des Créanciers de la Requérante à être convoquée, avec l'autorisation de la Cour, afin de voter sur le Plan, et tout ajournement de celle-ci;
 - (b) « **Avis dans les journaux** » désigne l'avis de cette Ordonnance à être publié dans les Journaux Désignés à la Date de Publication, conformément au paragraphe [4], énonçant la Date limite de dépôt des Réclamations, la Date limite de dépôt des Réclamations reliées à la restructuration et les Instructions aux Créanciers, et essentiellement similaire à l'Annexe [« A »] ci-jointe;
 - (c) « **Avis de la Date limite de dépôt des Réclamations** » désigne l'avis à être envoyé par le Contrôleur aux Créanciers Connus énonçant la Date limite de

dépôt des Réclamations et la Date limite de dépôt des Réclamations reliées à la restructuration;

- (d) « **Avis de Révision ou de Rejet** » désigne l'avis mentionné au paragraphe [9], avisant un Créancier que le Contrôleur a révisé ou rejeté, en totalité ou en partie, sa Réclamation telle qu'établie dans sa Preuve de Réclamation, et exposant les motifs de cette révision ou de ce rejet;
- (e) « **Charge d'administration** » désigne la charge accordée par la Cour dans le cadre de l'Ordonnance initiale en faveur du Contrôleur, ses procureurs et les procureurs de la Requérante;
- (f) « **Contrôleur** » désigne RSM Richter Inc., à titre de contrôleur en vertu de l'Ordonnance Initiale;
- (g) « **Cour** » désigne la Cour supérieure du Québec, Chambre commerciale, siégeant comme tribunal désigné aux termes de la LACC, dans et pour le district de Montréal;
- (h) « **Créancier** » désigne toute Personne ayant une Réclamation ou une Réclamation contre les dirigeants et les administrateurs et peut, si le contexte le requiert, inclure le cessionnaire d'une Réclamation, ou un fiduciaire, séquestre intérimaire, séquestre, séquestre et gérant, ou toute autre Personne agissant pour le compte de cette Personne, et inclut un Créancier Connu. « Créancier » n'inclut pas un Créancier Exclu quant à la réclamation de cette Personne résultant d'une Réclamation Exclue;
- (i) « **Créancier Connu** » désigne un Créancier dont la Réclamation apparaît dans les livres et registres de la Requérante;
- (j) « **Créancier Exclu** » désigne une Personne ayant une Réclamation relative à une Réclamation Exclue, mais uniquement quant à cette Réclamation Exclue et dans la mesure où le Plan n'affecte pas autrement cette Réclamation;
- (k) « **Date de Détermination** » désigne le 10 avril 2012;
- (l) « **Date de Publication** » désigne la date à laquelle la publication de l'Avis dans les journaux a été effectuée dans tous les Journaux Désignés;
- (m) « **Date limite de dépôt des Réclamations** » désigne le 22 juin 2012, à 17 heures (heure de Montréal);
- (n) « **Date limite de dépôt des Réclamations reliés à la restructuration** » désigne la plus tardive des dates suivantes, à savoir (i) le 17 août 2012, à 17 heures (heure de Montréal) ou (ii) trente (30) jours après la réception présumée, au sens entendu par le paragraphe [12] des présentes, par une Personne prétendant avoir une Réclamation reliée à la restructuration des Instructions aux Créanciers;
- (o) « **Instructions aux Créanciers** » désigne les instructions à l'intention des Créanciers, incluant une Preuve de Réclamation et une Lettre d'instructions (tel

que défini ci-après) pour la compléter, une copie de cette Ordonnance ainsi que tout autre document que le Contrôleur et la Requérante estimeront nécessaire pour les fins de la présente Ordonnance;

- (p) « **Jour Ouvrable** » désigne n'importe quel jour, sauf un samedi, un dimanche ou un jour non juridique (tel que défini à l'article 6 du *Code de procédure civile*, L.R.Q. c. C-25, tel qu'amendé);
- (q) « **Journaux Désignés** » désigne La Presse et Le Soleil;
- (r) « **LACC** » désigne la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. (1985), ch. C-36, telle que modifiée;
- (s) « **Lettre d'instructions** » désigne la lettre d'instructions aux créanciers pour compléter la Preuve de Réclamation, et essentiellement similaire à l'Annexe [« C »] ci-jointe;
- (t) « **LFI** » désigne la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R., 1985, ch. B-3, telle que modifiée;
- (u) « **Liste des Créanciers** » désigne la liste de tous les Créanciers Connus;
- (v) « **Ordonnance Initiale** » désigne l'ordonnance du Tribunal rendue en vertu de la LACC le 10 avril 2012;
- (w) « **Personne** » désigne un particulier, une société par actions, une société à responsabilité limitée ou illimitée, une société en nom collectif ou en commandite, une association, une fiducie, un organisme non doté de la personnalité morale, une coentreprise, une agence ou un organisme gouvernemental, ou toute autre entité;
- (x) « **Plan** » désigne tout plan de compromis ou d'arrangement déposé ou à être déposé par la Requérante en vertu de la LACC, tel qu'il pourra être amendé de temps à autre par la Requérante;
- (y) « **Preuve de Réclamation** » désigne le formulaire de preuve de Réclamation mentionné aux paragraphes [8] et [9] et essentiellement similaire à l'Annexe [« B »] ci-jointe;
- (z) « **Procédures sous la LACC** » désigne les procédures relatives à la Requérante introduites devant cette honorable Cour;
- (aa) « **Réclamation** » désigne (i) tout droit de toute Personne à l'encontre de la Requérante relativement à toute dette, responsabilité ou obligation quelconque due à cette personne et tout intérêt alors couru ou tous frais payables à leur égard, qu'ils soient liquidés, non liquidés, déterminés, éventuels, échus, non échus, contestés, non contestés, légaux, reconnus en *equity*, garantis, non garantis, présents, futurs, connus ou inconnus, sous forme de caution, sûreté ou autrement, et qu'un tel droit soit ou non exécutoire ou régressif par nature, y compris le droit ou la faculté de toute Personne de produire une réclamation au

titre d'une contribution ou d'une indemnité ou à quelque autre titre, à l'égard de toute question, action, cause ou *chose in action*, existant actuellement ou prenant naissance à l'avenir, fondée en totalité ou en partie sur des faits existant avant ou à la Date de Détermination, ou toute autre réclamation qui constituerait une réclamation prouvable aux termes de la LFI si la Requérante était devenue faillie à la Date de Détermination; et (ii) une Réclamation reliée à la Restructuration, pourvu toutefois qu'une Réclamation ne puisse en aucune circonstance inclure une Réclamation Exclue ou une Réclamation contre les Dirigeants et Administrateurs;

- (bb) « **Réclamation aux fins de Votation** » désigne la Réclamation Prouvée d'un Créancier et, si la Réclamation Prouvée de ce Créancier n'est pas liquidée au moment de l'Assemblée des Créanciers, alors désigne la Réclamation de ce Créancier admise pour fins de votation, conformément aux dispositions de cette Ordonnance, du Plan et de la LACC;
- (cc) « **Réclamation contre les dirigeants et les administrateurs** » désigne les réclamations visées par le paragraphe 11.03(1) de la LACC;
- (dd) « **Réclamation Exclue** » désigne (i) toute obligation de la Requérante à l'endroit de créanciers ayant fourni ou devant fournir des services, services publics, biens ou matériaux, ou qui ont avancé ou avanceront des fonds à la Requérante après la Date de Détermination, mais uniquement jusqu'à concurrence de leurs réclamations à l'égard de ces services, services publics, biens, matériaux ou fonds rendus, livrés ou mis à la disposition de la Requérante après la Date de Détermination et dans la mesure où toutes telles réclamations ne sont pas autrement affectées par le Plan et (ii) toute obligation de la Requérante à l'égard des bénéficiaires de la Charge d'administration;
- (ee) « **Réclamation Non Visée** » a le sens qui lui est ou lui sera attribué dans le Plan;
- (ff) « **Réclamation Prouvée** » désigne le montant de la Réclamation d'un Créancier à la Date de Détermination, établi conformément aux dispositions de la LACC et de cette Ordonnance, prouvé au moyen de la livraison au Contrôleur d'une Preuve de Réclamation et n'ayant pas été visée par un Avis de Révision ou de Rejet;
- (gg) « **Réclamation reliée à la Restructuration** » désigne toute réclamation de toute Personne à l'encontre de la Requérante relativement à toute dette, responsabilité ou obligation quelconque due à cette Personne et découlant de la restructuration en cours de la Requérante, la répudiation ou résiliation de tout contrat, bail, contrat d'emploi ou de toute autre entente, oral ou écrit par la Requérante, à ou après la Date de Détermination, ainsi que toutes réclamations des autorités fiscales fédérales et ou provinciales découlant directement ou indirectement de l'approbation du Plan par les Créanciers, incluant toutes réclamations relatives à la taxe sur les produits et services et aux taxes de vente provinciales payables à la suite d'une réduction ou d'un compromis du passif de la Requérante inhérent à l'approbation du Plan par les Créanciers de même que toutes réclamations (réelles ou projetées) résultant de l'application des articles 79 à 80.04 de la Loi

de l'impôt sur le revenu (Canada) (ou des dispositions équivalentes prévues aux lois fiscales provinciales pertinentes) à l'égard de la Requérante et liées à l'approbation du Plan par les Créanciers et pourvu, toutefois, qu'une Réclamation reliée à la Restructuration ne puisse pas inclure une Réclamation Exclue;

Procédure d'avis

- [4] **ORDONNER** que l'Avis dans les journaux, lequel est autorisé par la présente, soit publié par le Contrôleur dans les Journaux Désignés dès que possible après l'émission de cette Ordonnance et, à tout événement, au plus tard le 18 mai 2012;
- [5] **ORDONNER** que le Contrôleur publie sur son site Internet à <http://www.rsmrichter.com/Restructuring/Boutique%20Le%20Pentagone.aspx>, le ou avant le 18 mai 2012, à 17 heures (heure de Montréal), les Instructions aux Créanciers;
- [6] **ORDONNER** que, en plus de la publication mentionnée au paragraphe [4] des présentes, le Contrôleur envoie, par poste régulière, une copie des Instructions aux Créanciers à chaque Créancier Connu au plus tard le 18 mai 2012, à 17 heures (heure de Montréal);
- [7] **ORDONNER** au Contrôleur d'envoyer une copie des Instructions aux Créanciers à chaque personne habilitée à déposer une Réclamation reliée à la Restructuration dans les cinq (5) jours suivant le moment où le Contrôleur est informé d'un événement pouvant donner lieu au dépôt d'une Réclamation reliée à la Restructuration;

Date limite pour le dépôt des réclamations

- [8] **ORDONNER** que, à moins d'y être autorisé par la Cour, un Créancier qui n'a pas déposé sa Preuve de Réclamation à la Date limite de dépôt des Réclamations ou, à la Date limite de dépôt des Réclamations reliées à la Restructuration pour les Réclamations reliées à la Restructuration, (i) sera à tout jamais forcé de faire valoir une Réclamation envers la Requérante, (ii) n'aura droit à aucun autre avis, (iii) ne pourra pas participer comme Créancier dans les présentes procédures, (iv) ne pourra pas voter sur quelque question que ce soit relative aux présentes procédures, incluant le Plan, (v) ne pourra pas déposer une Réclamation à l'encontre de la Requérante, et (vi) ne pourra pas recevoir une distribution en vertu du Plan;

Procédure des Réclamations

- [9] **ORDONNER** que la procédure suivante s'applique lorsqu'un Créancier dépose une Preuve de Réclamation avant la Date limite de dépôt des Réclamations ou avant la Date limite de dépôt des Réclamations reliées à la Restructuration pour les Réclamations reliées à la Restructuration:
 - (a) le Contrôleur et la Requérante examineront la Preuve de Réclamation afin d'évaluer les sommes, termes et conditions pour les fins de votation et de distribution. Lorsque applicable, le Contrôleur enverra au Créancier un Avis de

Révision ou de Rejet par la poste, télécopieur, messenger ou tout autre moyen de communication électronique;

- (b) le Créancier qui reçoit un Avis de Révision ou de Rejet et qui désire le contester devra, dans les dix (10) jours de réception présumée de l'Avis de Révision ou de Rejet, déposer une requête en appel auprès de la Cour et en signifier une copie à la Requérante et au Contrôleur;
- (c) à moins d'y être autorisé par la Cour, si le Créancier ne dépose pas une requête en appel dans le délai prévu ci-haut, ce Créancier sera présumé avoir accepté la valeur attribuée à sa Réclamation dans l'Avis de Révision ou de Rejet; et
- (d) si le Créancier porte en appel l'Avis de Révision ou de Rejet, ou si sa Réclamation n'est pas liquidée avant la date de toute Assemblée des Créanciers, le Contrôleur, conjointement avec la Requérante, pourront choisir de reconnaître la Réclamation pour les fins de Votation, pour le montant qu'ils considèrent raisonnable selon les circonstances;

Preuve de paiement d'une Réclamation

- [10] **ORDONNER** que, si le Contrôleur reçoit une preuve satisfaisante que la Réclamation d'un Créancier a été payée, en tout ou en partie, par une tierce partie autre que la Requérante avant la Date de Détermination, cette Réclamation sera alors réduite ou radiée, selon le cas, pour les fins des distributions en vertu du Plan;

Avis et Communications

- [11] **ORDONNER** que tout avis ou autre communication à être donné en vertu de cette Ordonnance par un Créancier au Contrôleur ou à la Requérante soit par écrit, et sera valablement transmis uniquement par la poste, télécopieur, messenger ou par tout autre moyen de communication électronique adressé à :

Contrôleur :	RSM Richter Inc.
	Attention : Paul Lafrenière et Stéphane De Broux
	Fax : (514) 934-3504
	Courriel : plafreniere@rsmrichter.com sdebroux@rsmrichter.com

Requérante :	Michel Loubert, CFO
	Attention : Procédure de Réclamation
	Fax : (514) 281-7808
	Courriel : michel.loubert@pentagone.com

Avec copie à :	McCarthy Tétrault LLP
	Attention : Alain N. Tardif et Alex Dobrota
	Fax : (514) 875-6246
	Courriel : atardif@mccarthy.ca badobrota@mccarthy.ca

- [12] **ORDONNER** que tout document envoyé par le Contrôleur en vertu de cette Ordonnance puisse être envoyé par courriel, poste régulière, poste enregistrée, messenger ou télécopieur et être substantiellement dans la forme prévue aux présentes. Un Créancier sera réputé avoir reçu tout document transmis conformément à cette Ordonnance deux (2) Jours Ouvrables après son envoi par la poste, et un (1) Jour Ouvrable après son envoi par messenger, courriel ou télécopieur. Les documents ne devront pas être envoyés par poste régulière ou enregistrée durant une grève postale ou autre interruption du service postal;

Aide et concours d'autres tribunaux

- [13] **SOLLICITER** l'aide et la reconnaissance de tout tribunal et de toute administration ou entité exerçant des fonctions judiciaires, réglementaires ou administratives d'une province ou d'un territoire du Canada, et de tout tribunal judiciaire, réglementaire ou administratif, ou de tout autre tribunal constitué par le Parlement du Canada ou une assemblée législative provinciale, ou de tout tribunal ou toute administration ou entité exerçant des fonctions judiciaires, réglementaires ou administratives des États-Unis, de toute nation et de tout état, pour aider et prêter son concours à cette Cour pour mettre en œuvre et en application cette Ordonnance;

Dispositions générales

- [14] **ORDONNER** que, pour les fins de cette Ordonnance, toutes les Réclamations libellées en devises étrangères soient converties en dollars canadiens en fonction du taux de change de la Banque du Canada, à midi, à la Date de Détermination;
- [15] **ORDONNER** que le Contrôleur utilise sa discrétion raisonnable quant à la conformité de tout document rédigé et signé suite à cette Ordonnance et qu'il puisse, s'il est satisfait que toute affaire devant être prouvée suivant cette Ordonnance l'est de façon adéquate, renoncer aux exigences prévues aux présentes quant à la rédaction et l'exécution de documents;
- [16] **ORDONNER** que l'état de l'évolution de l'encaisse révisé de la Requérante, Pièce R-2, soit produit sous pli confidentiel, et ne puisse être accessible sans une autorisation de la Cour;
- [17] **ORDONNER** que, dans cette Ordonnance, le singulier comprend le pluriel et *vice versa*, et le masculin comprend le féminin et *vice versa*;

- [18] **ORDONNER** que le Contrôleur puisse présenter une demande à la Cour afin d'obtenir des directives quant à l'exécution ou la modification de ses pouvoirs et obligations en vertu de cette Ordonnance;
- [19] **ORDONNER** l'exécution provisoire de cette Ordonnance nonobstant appel;
- [20] **LE TOUT**, sans frais, sauf en cas de contestation.

MONTRÉAL, le 9 mai 2012

 S.E.N.C.R.L. s.r.l.
McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Procureurs de la Débitrice-Requérante

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
No. Cour : 500-11-042483-129

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)
DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
PROPOSÉ DE :
BOUTIQUE LE PENTAGONE INC.

Débitrice – Requérante

-et-
RSM Richter Inc.

Contrôleur

AFFIDAVIT

Je soussigné, Claude Rhéaume, homme d'affaires, domicilié et résidant, pour les fins des présentes, au 2, Complexe Desjardins, bureau 1717, Montréal, Province de Québec, H5B 1B8, déclare solennellement que :


1. Je suis l'unique administrateur de Boutique Le Pentagone Inc.;
2. Je suis personnellement au courant des faits allégués dans la présente requête;
3. Tous les faits allégués dans la présente requête sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ



Claude Rhéaume

Affirmé solennellement devant moi à
Montréal, ce 9 mai 2012


Commissaire à l'assermentation



CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

DISTRICT DE MONTRÉAL
No. Cour : 500-11-042483-129

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
PROPOSÉ DE:
BOUTIQUE LE PENTAGONE INC.

Débitrice-Requérante

-et-
RSM RICHTER INC.

Contrôleur

AVIS DE PRÉSENTATION
(Articles 11 et suivants de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers
des compagnies* (L.R.C. 1985, c. C-36))

A :	Me Pierre Lévesque	Me Maryse Ali
	Cain Lamarre Casgrain Wells,	Audet Williams Avocats
	S.E.N.C.R.L.	434 rue Saint-Pierre,
	2, rue Saint-Germain Est	2 ^{ème} étage
	Bureau 400	Montréal (Québec)
	Rimouski (Québec) G5L 7C6	H2Y 2M5

SOYEZ AVISÉS que la *Requête en prorogation de délai et pour établir la procédure relative au processus de traitement des réclamations* sera présentée pour adjudication devant l'Honorable Juge Yves Poirier de la Cour Supérieure, dans et pour le district de Montréal, au palais de justice de Montréal, situé au 100, rue Notre Dame est, à Montréal, **le 10 mai 2012, à 9h15, en salle 14.07**, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

MONTRÉAL, LE 9 MAI 2012

 **S.E.N.C.R.L. s.r.l.**

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Procureurs de la Débitrice-Requérante

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC**

**COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)**

**DISTRICT DE MONTRÉAL
No. Cour : 500-11-042483-129**

**DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
PROPOSÉ DE:
BOUTIQUE LE PENTAGONE INC.**

Débitrice-Requérante

-et-
RSM Richter Inc.

Contrôleur

**INVENTAIRE DES PIÈCES
(Requête en prorogation de délai et pour établir un processus de réclamations)**

PIÈCE R-1: Copie du document d'information sommaire;
PIÈCE R-2: État de l'évolution de l'encaisse révisé du Contrôleur;

MONTRÉAL, le 9 mai 2012

 **S.E.N.C.R.L. s.r.l.**
McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Procureurs de la Débitrice-Requérante

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

DISTRICT DE MONTRÉAL
No. Cour : 500-11-042483-129

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
PROPOSÉ DE:
BOUTIQUE LE PENTAGONE INC.

Débitrice-Requérante

-et-
RSM Richter Inc.

Contrôleur

INVENTAIRE DES PIÈCES
(Requête en prorogation de délai et pour établir un processus de réclamations)

PIÈCE R-1: Copie du document d'information sommaire;

PIÈCE R-2, *sous pli confidentiel*: État de l'évolution de l'encaisse révisé du Contrôleur;

MONTRÉAL, le 9 mai 2012

 S.E.N.C.R.L. s.r.l.

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Procureurs de la Débitrice-Requérante

Pièce R-1



Business Opportunity

Well-Established Casual Apparel Retailer

48 Locations throughout Québec and New Brunswick



Inquiries concerning this Business
Opportunity Document should be directed to:

RSM Richter Inc.

2 Place Alexis Nihon
22nd Floor
Montréal QC H3Z 3C2

Stéphane De Broux
514.934.8621
sdebroux@rsmrichter.com

Michael Derai
514.934.3508
mderai@rsmrichter.com

COMPANY OVERVIEW

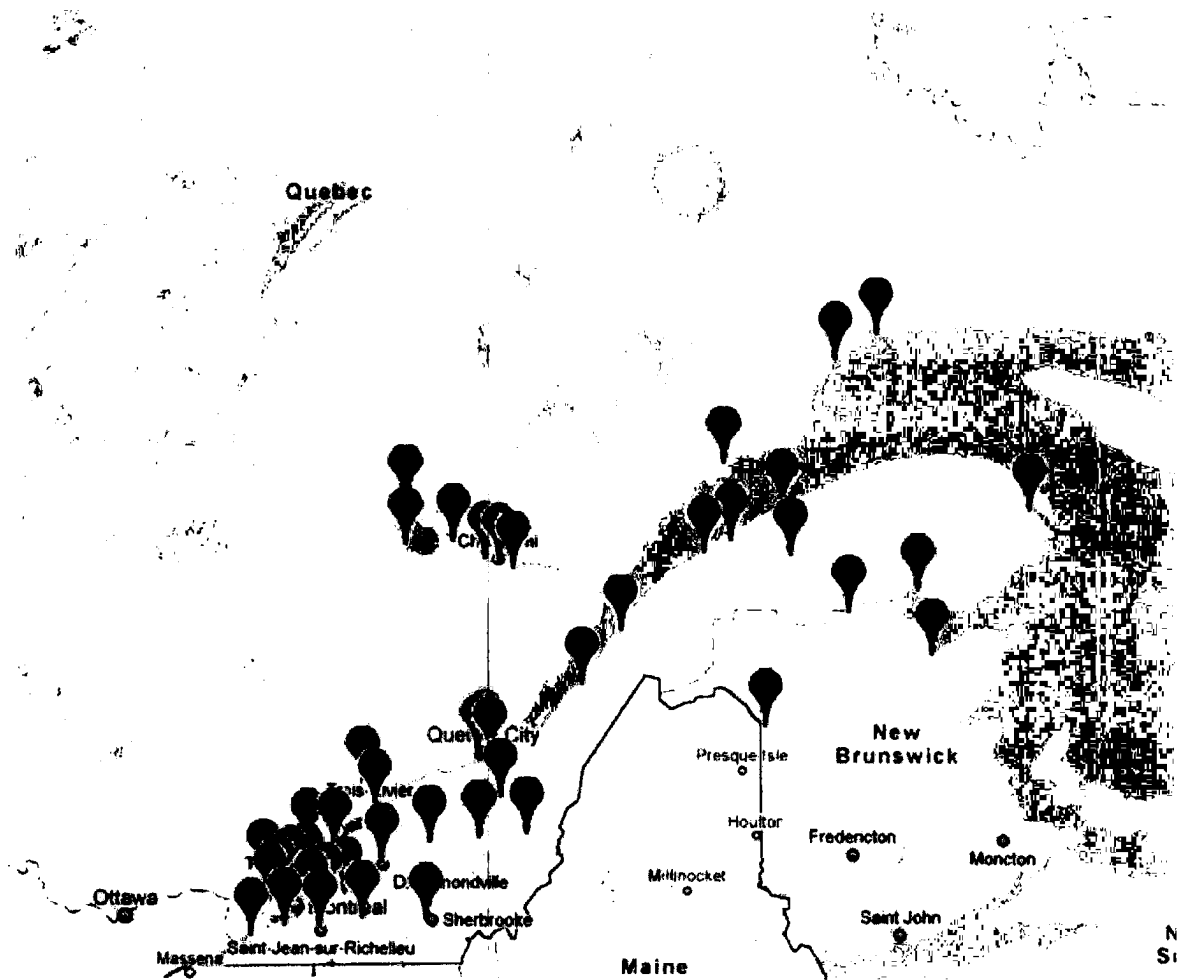
- ▶ Boutique Le Pentagone Inc. ("Pentagone" or the "Company") is a 48-store retail chain, providing women's and men's apparel and accessories.
- ▶ Pentagone's stores are situated in secondary and tertiary markets throughout the provinces of Québec and New Brunswick.
- ▶ With over 30 years of history, Pentagone has become a dominant retailer in many of the communities it serves.
- ▶ For the year ended January 31, 2012, the Company generated total sales in excess of \$45 million.
- ▶ Pentagone's 48 remaining stores generated a four-wall EBITDA of approximately \$3.5M for the fiscal year ended January 31, 2012 (\$5.3M – fiscal year ended January 31, 2011).
- ▶ Stores are located in desirable malls with an average store size of 3,500 feet.
- ▶ The Company's 30,000 square foot head office and distribution center is strategically located in Rimouski, Québec.
- ▶ Declining same store sales have resulted in liquidity constraints, leading the Company to file for protection under the *Companies' Creditors Arrangement Act* ("CCAA") on April 10, 2012.
- ▶ RSM Richter Inc. ("Richter") is acting as Court-appointed Monitor and has been asked by the Company to provide assistance to explore strategic alternatives, including seeking out those parties that may have an interest in investing into the business.
- ▶ Pursuant to the filing under the CCAA, the Company, with the assistance of the Monitor, has initiated an operational restructuring process, including identifying underperforming stores to be closed. In this regard, the Company has announced the closing of the F17 and LOV banners (11 stores) and four (4) underperforming Pentagone stores.

INVESTMENT CONSIDERATIONS

- ▶ Numerous benefits are available to a strategic investor, including:
 - ▶ Turnkey access to desirable locations, ideally situated in the greater Montreal suburbs and the "Bas-Saint-Laurent" (Lower St. Lawrence) region.
 - ▶ Attractive long-term leases.
 - ▶ Strong brand recognition with targeted consumers (5th place per 2011 Léger Marketing study).
 - ▶ Fourth most popular boutique to buy jeans in Québec (per 2011 Léger Marketing study).
 - ▶ Selection of current brands and private label merchandise.
 - ▶ Significant market share in regions with the "Combo" large-format stores.
 - ▶ Dedicated store employees and experienced management team.
 - ▶ Recently acquired a state-of-the-art inventory management and POS system (XPERT by Raymark).

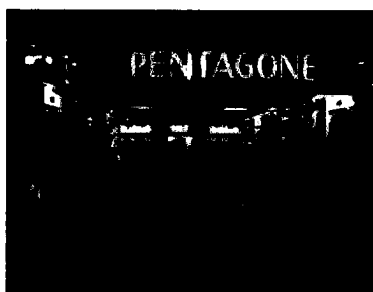
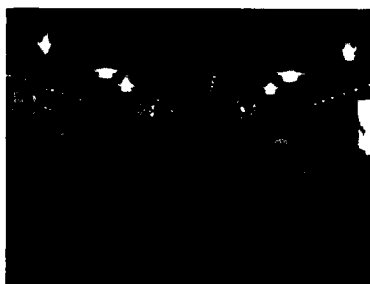
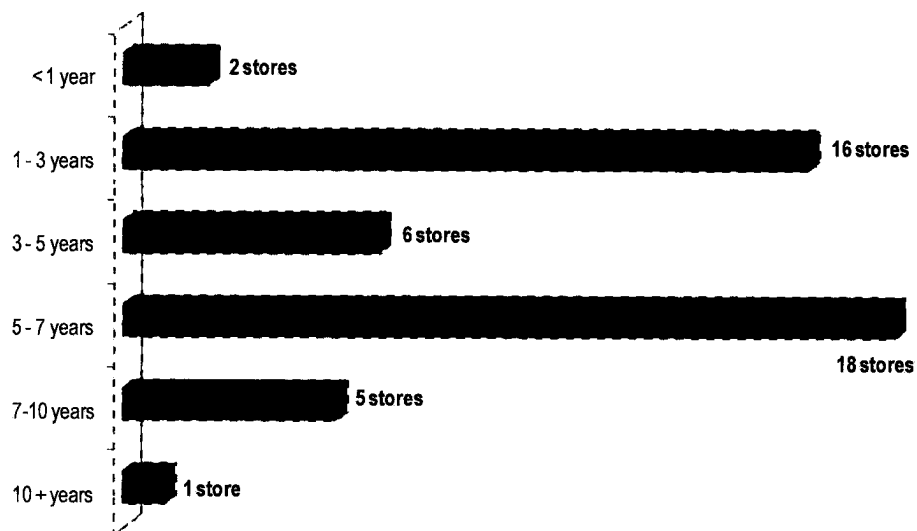
STORE OVERVIEW

- ▶ Pentagone operates in the following regions:



STORE OVERVIEW

- ▶ Remaining leases terms are as follows:



MERCHANDISE OFFERING

- ▶ Pentagone offers an extensive and differentiated selection of brands.
- ▶ Pentagone's product assortment features price points and items that appeal to young women and men living in both the urban areas and regional communities that it serves.

JACK & JONES®
www.jackjones.com

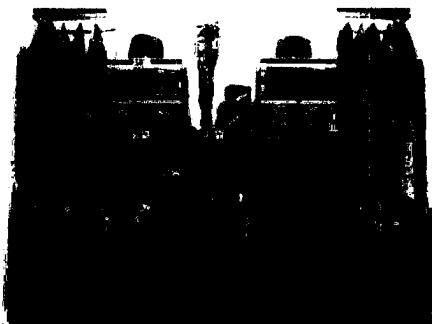


Silver®
JEANS CO.

JEANS
mavi

 **stugan**

defrost 



WORKFORCE

- Pentagone's dedicated and motivated **workforce** include the following:

Store	401
Purchasing and merchandising	21
Warehouse and logistics	28
Administrative	<u>10</u>
	<u>460</u>

TRANSACTION PROCESS

- Information can be obtained in a virtual data room upon the execution of a Confidentiality Agreement. Inquiries must be made to Richter and no communication should be made with any Company representative.
- The Company has set the following deadlines for the transaction process:
 - **May 18, 2012 (2:00 pm EST)** – Deadline for submission of written Letters of Intent.
 - **June 22, 2012 (2:00 pm EST)** – Deadline for submission of firm offers. Offers are expected to contain minimal conditions.
- At a minimum, Letters of Intent should contain the following:
 - The type and structure of the transaction proposed by the interested party;
 - The amount of funds that the interested party is willing to invest as part of the proposed transaction;
 - Any documentation that will allow the Company and its advisors to gain comfort that the interested party has the financial resources to complete a transaction.
- Richter and the Company reserve the right to, in their sole discretion:
 - not accept the highest offer, and to suspend or modify the process for any reason at any time;
 - reject any or all offers and neither shall have any obligation to disclose any reason therefore.

Confidentiality and Disclaimer

This document has been prepared based on information provided by the Company and is intended to provide preliminary information to potentially-interested third parties to formulate offers with regard to the investment in the Company. The information contained herein, along with any accompanying materials, is confidential and proprietary to the Company. Accordingly, the reader agrees to treat all information as strictly confidential and shall not disclose, either in part or in whole, to any party not directly involved in this process.

This document is not intended for general circulation or publication and cannot be reproduced in any form without the written permission of the Company and of Richter. No guarantees are made or implied with regards to any recapitalization and/or transaction that may ultimately result.

Pièce R-2

SOUS PLI CONFIDENTIEL

ANNEXE A

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO COUR : 500-11-042483-129
NO DOSSIER : 0000117-2012-QC

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)
(siégeant à titre de tribunal désigné en vertu de la *Loi sur les
arrangements avec les créanciers des compagnies*,
L.R.C. (1985), c. C-36, tel qu'amendée)

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT ET DE
TRANSACTION DE :

BOUTIQUE LE PENTAGONE INC.

Débitrice

- et -

RSM RICHTER INC.

Contrôleur

**AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA DATE LIMITE
POUR DÉPOSER LES PREUVES DE RÉCLAMATION**

Avis est par les présentes donné aux créanciers de la Débitrice, Boutique Le Pentagone Inc., que toute preuve de réclamation doit être déposée auprès du Contrôleur, RSM Richter Inc., au 2, Place Alexis Nihon, bureau 1820, Montréal (Québec) H3Z 3C2 et qu'elle doit être reçue par celui-ci, au plus tard le 22 juin 2012 à 17 heures, heure de Montréal, pour les réclamations nées au plus tard le 10 avril 2012 (« DATE LIMITE DE DÉPÔT DES RÉCLAMATIONS ») et / ou à la plus tardive des dates suivantes, à savoir (i) le 17 août 2012, à 17 heures, heure de Montréal, ou (ii) trente (30) jours après la réception présumée, au sens entendu par le paragraphe [12] de l'Ordonnance, des Instructions aux Créanciers, pour les réclamations reliées à la restructuration nées après le 10 avril 2012 (« DATE LIMITE DE DÉPÔT DES RÉCLAMATIONS RELIÉES À LA RESTRUCTURATION ») (*Réclamations reliées à la restructuration*, telles que définies au paragraphe [3](gg) de l'Ordonnance relative à la procédure des réclamations et des assemblées rendue par la Cour supérieure le ● 2012 (l'« Ordonnance »)).

En vertu de l'Ordonnance, il a été ordonné au Contrôleur de soumettre à tous les créanciers connus un avis demandant le dépôt d'une preuve de réclamation avant la Date limite de dépôt des réclamations et / ou la Date limite de dépôt des réclamations reliées à la restructuration, y compris le formulaire de preuve de réclamation et une lettre d'instructions afin d'aider les créanciers à remplir la preuve de réclamation.

Nous réitérons que, en vertu de l'Ordonnance, la Date limite de dépôt des Réclamations est fixée au 22 juin 2012 à 17 heures, heure de Montréal, et la Date limite de dépôt des Réclamations reliées à la restructuration est fixée à la plus tardive des dates suivantes, à savoir (i) le 17 août 2012, à 17 heures, heure de Montréal, ou (ii) trente (30) jours après la réception présumée, au sens entendu par le paragraphe [12] de l'Ordonnance, des Instructions aux Créanciers. Les créanciers qui n'auront pas déposé une preuve de réclamation accompagnée des documents justificatifs à la Date limite de dépôt des Réclamations ou, le cas échéant, à la Date limite de dépôt des Réclamations reliées à la restructuration, conformément à l'Ordonnance et aux instructions connexes, ne recevront aucun autre avis et, à moins d'une nouvelle ordonnance de la Cour supérieure, i) ne seront pas en droit de participer aux procédures en tant que créanciers, ii) ne seront pas en droit de voter sur toute question relative à ces procédures, y

compris le Plan d'arrangement et de transaction à être déposé par la Débitrice (le « Plan »), iii) ne seront pas en droit de faire valoir toute réclamation contre la Débitrice, iv) ni ne seront en droit de recevoir quelque distribution que ce soit aux termes du Plan.

Nous vous invitons à consulter le formulaire de preuve de réclamation ainsi que la lettre d'instructions ci-joints, ainsi que l'Ordonnance disponible sur le site internet du Contrôleur à l'adresse suivante :

<http://www.rsmrichter.com/Restructuration/Boutique%20Le%20Pentagone.aspx>

La preuve de réclamation peut être déposée par poste régulière, par télécopieur, par messagerie ou par courrier électronique à l'adresse suivante :

RSM Richter Inc.

(en sa capacité de Contrôleur désigné par la Cour
de Boutique Le Pentagone Inc.)
2, Place Alexis Nihon, bureau 1820
Montréal (Québec) H3Z 3C2

À l'attention de : Stéphane De Broux, CA, CIRP

Télécopieur : 514.934.8603

Courriel : reclamations@rsmrichter.com

MONTRÉAL, ce ● 2012.

RSM Richter Inc.

Contrôleur désigné par la Cour

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL
COURT NO.: 500-11-042483-129
ESTATE NO.: 0000117-2012-QC

SUPERIOR COURT
(Commercial Division)
(Sitting as a court designated pursuant to the
Companies' Creditors Arrangement Act,
R.S.C. 1985, c. C-36, as amended)

IN THE MATTER OF THE PLAN OF COMPROMISE
AND ARRANGEMENT OF:

BOUTIQUE LE PENTAGONE INC.

Debtor

- and -

RSM RICHTER INC.

Monitor

NOTICE TO CREDITORS OF THE DEADLINE
TO FILE PROOFS OF CLAIM

Notice is hereby given to the creditors of the Debtor, Boutique Le Pentagone Inc., that any proof of claim must be filed with the Monitor, RSM Richter Inc., at 2 Place Alexis Nihon, Suite 1820, Montréal, Québec H3Z 3C2 and it must be received by him no later than June 22, 2012, at 5:00 p.m., Montréal Time, for claims which arose up to and including April 10, 2012 (the "CLAIMS BAR DATE") and/or no later than the latter of: (i) August 17, 2012 at 5:00 p.m., Montréal Time or (ii) thirty (30) days following the presumed receipt, for the purposes of Section 12 of the Order, of the Instructions to Creditors, for restructuring claims which arose after April 10, 2012 (the "RESTRUCTURING CLAIMS BAR DATE") (*Restructuring claim arising out of the restructuring*, as defined at Section [3](gg) "Restructuring Claim" of the Claims and Meetings Procedure Order rendered by the Superior Court on ● 2012 (the "Order"))).

Pursuant to the Order, the Monitor was ordered to submit to all known creditors a notice requiring the filing of a proof of claim before the Claims Bar Date and/or Restructuring Claims Bar Date, along with the proof of claim form and an instruction letter in order to assist in the completion of the proof of claim.

We reiterate that by virtue of the Order, the Claims Bar Date is June 22, 2012, at 5:00 p.m., Montréal Time, and the Restructuring Claims Bar Date is the latter of: (i) August 17, 2012 at 5:00 p.m., Montréal Time or (ii) thirty (30) days following presumed receipt, for the purposes of Section 12 of the Order, of the Instructions to Creditors. Creditors who will not have filed a proof of claim with the supporting documents by the Claims Bar Date or, if necessary, the Restructuring Claims Bar Date, in compliance with the Order and instructions thereto, will receive no other notice, and unless a new Order is rendered by the Superior Court, (i) shall not be entitled to participate as a creditor in these proceedings, (ii) shall not be entitled to vote on any matter relating to these proceedings, including the Plan of compromise and arrangement to be filed by the Debtor (the "Plan"), (iii) shall not be entitled to assert any claim against the Debtor, (iv) nor shall be entitled to receive any distribution under the Plan.

(français – au recto)

We refer you to the attached proof of claim form as well as the accompanying instruction letter, as well as the Order which is available on the Monitor's website at the following address:

<http://www.rsmrichter.com/Restructuring/Boutique%20Le%20Pentagone.aspx>

The proof of claim may be filed by regular mail, by facsimile, by messenger or by any other means of electronic mail addressed to:

RSM Richter Inc.

(In its capacity as Court-appointed Monitor
to Boutique Le Pentagone Inc.)
2 Place Alexis Nihon, Suite 1820
Montréal, Québec H3Z 3C2

Attention: Stéphane De Broux, CA, CIRP

Fax: 514.934.8603

Email: claims@rsmrichter.com

MONTREAL, this ● day of ● 2012.

RSM Richter Inc.

Court-appointed Monitor

ANNEXE B

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO COUR : 500-11-042483-129
NO DOSSIER : 0000117-2012-QC

COUR SUPÉRIEURE

(Chambre commerciale)

(siégeant à titre de tribunal désigné aux termes de la *Loi sur les arrangements avec les Créanciers des compagnies*,
L.R.C. (1985), c. C-36, tel qu'amendée)

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT ET DE TRANSACTION DE :

BOUTIQUE LE PENTAGONE INC.

Débitrice

- et -

RSM RICHTER INC.

Contrôleur

PREUVE DE RÉCLAMATION

1) RENSEIGNEMENTS SUR LE CRÉANCIER

- (i) Nom légal complet du Créancier : _____ (« Créancier »)
- (ii) Adresse postale complète du Créancier : _____
- (iii) Numéro de téléphone du Créancier : _____
- (iv) Numéro de télécopieur du Créancier : _____
- (v) Nom du représentant autorisé du Créancier : _____
- (vi) Adresse courriel du représentant autorisé du Créancier : _____

2) DÉCLARATION

Je, _____ (nom du Créancier ou du représentant autorisé du Créancier),
certifie ce qui suit (cochez et remplissez les cases appropriées) :

- ☐ je suis un Créancier de Boutique Le Pentagone Inc.;
- ☐ je suis _____ (indiquer le titre ou la fonction) de _____
qui est un Créancier de Boutique Le Pentagone Inc.;
- ☐ je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.

3) RÉCLAMATION

- (i) RÉCLAMATION NÉE AU PLUS TARD LE 10 AVRIL 2012 : _____ \$ CA
- (ii) RÉCLAMATION NÉE APRÈS LE 10 AVRIL 2012 : _____ \$ CA
(Réclamation reliée à la restructuration incluant une réclamation contre la Débitrice découlant de la restructuration, du refus d'exécution ou de la résiliation d'un contrat, d'un bail, d'un contrat d'emploi ou de toute autre entente).
- (iii) RÉCLAMATION TOTALE (i) + (ii) : _____ \$ CA

(Note : Les réclamations en devises étrangères doivent être converties en dollars canadiens au taux du comptant à midi affiché par la Banque du Canada le 10 avril 2012. Les taux de change pour le dollar américain et l'euro à cette date étaient les suivants : 1 \$ US = ● \$ CA; 1 euro = ● \$ CA).

(Cochez et remplissez les cases appropriées)

- ☐ **RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$ CA**
En ce qui concerne cette créance, le Créancier ne détient aucun actif de la Débitrice à titre de garantie (*cocher la description appropriée*).
- ☐ En ce qui a trait à la somme de _____ \$ CA, le soussigné ne réclame pas de droit prioritaire.
- ☐ En ce qui a trait à la somme de _____ \$ CA, le soussigné réclame un droit prioritaire en vertu de l'article 136 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) ou réclamerait une telle priorité si la présente Preuve de réclamation était déposée conformément à cette loi.
- ☐ **RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$ CA**
En ce qui concerne cette créance, le Créancier détient à titre de garantie des actifs de la Débitrice dont la valeur s'élève à _____ \$ CA, dont les détails sont mentionnés ci-après.
(Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et annexe une copie des documents relatifs à la garantie)
-
-
-

4) DÉTAILS DE LA RÉCLAMATION

Les détails concernant la réclamation ainsi que les documents justificatifs sont les suivants :

- ☐ Un état de compte complet et détaillé;
- ☐ Les factures;
- ☐ Tout contrat / toute entente / toute évaluation donnant lieu à la réclamation, y compris les calculs des montants réclamés;
- ☐ Les documents se rapportant à la vente et / ou à la cession de la réclamation et / ou l'entente relative à l'exercice du droit de vote du Créancier pendant l'assemblée des Créanciers;
- ☐ Tout autre document pertinent.

5) DÉPÔT DE LA RÉCLAMATION

- ☐ la Date limite de dépôt des réclamations a été fixée au 22 juin 2012 à 17 heures, heure de Montréal, pour les réclamations nées au plus tard le 10 avril 2012; et
- ☐ la Date limite de dépôt des réclamations reliées à la restructuration a été fixée à la plus tardive des dates suivantes, à savoir (i) le 17 août 2012 à 17 heures, heure de Montréal, pour les réclamations nées après le 10 avril 2012, ou (ii) trente (30) jours après la réception présumée, au sens entendu par le paragraphe [12] de l'Ordonnance, des Instructions aux Créanciers (*Réclamations reliées à la restructuration*, telles que définies au paragraphe [3](gg) de l'Ordonnance du ● 2012, « Restructuring Claim »).

Les Créanciers qui n'auront pas déposé une preuve de réclamation accompagnée des documents justificatifs à la Date limite de dépôt des Réclamations ou, le cas échéant, à la Date limite de dépôt des Réclamations reliées à la restructuration, conformément à l'Ordonnance et aux instructions connexes, ne recevront aucun autre avis et, à moins d'une nouvelle ordonnance de la Cour supérieure, i) ne seront pas en droit de participer aux procédures en tant que Créanciers, ii) ne seront pas en droit de voter sur toute question relative à ces procédures, y compris le Plan d'arrangement et de transaction de Boutique Le Pentagone Inc. (le « Plan »), iii) ne seront pas en droit de faire valoir toute réclamation contre Boutique Le Pentagone Inc., iv) ni ne seront en droit de recevoir quelque distribution que ce soit aux termes du Plan.

FAIT à _____ ce _____ jour de _____ 201_____.

(Signature du témoin)

(Signature du Créancier ou de son représentant autorisé)

(Écrire le nom en caractères d'imprimerie)

(Écrire le nom en caractères d'imprimerie)

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT ET DE TRANSACTION DE BOUTIQUE LE PENTAGONE INC.

LA PRÉSENTE FEUILLE D'INFORMATION EST FOURNIE POUR VOUS AIDER À REMPLIR LA PREUVE DE RÉCLAMATION

1^{er} PARAGRAPHE DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION ET COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

- ☐ Le Créancier doit indiquer le nom légal complet de la société ou du Créancier.
- ☐ Le Créancier doit indiquer l'adresse complète (y compris le code postal) où tous les avis et toutes les correspondances doivent être envoyés. De plus, le Créancier et / ou le représentant autorisé doit indiquer son numéro de téléphone, son numéro de télécopieur et son adresse courriel.

2^e PARAGRAPHE DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION

- ☐ Si la personne remplissant la preuve de réclamation n'est pas le Créancier lui-même, elle doit indiquer son poste ou son titre.

3^e et 4^e PARAGRAPHES DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION

- ☐ Un état de compte complet et détaillé doit être joint à la preuve de réclamation. Le Créancier doit préciser tous les détails de la réclamation et fournir les documents justificatifs, notamment le montant, la description de la ou des transactions et de la ou des ententes donnant lieu à la réclamation. Le montant indiqué sur l'état de compte doit correspondre au montant réclamé indiqué sur la preuve de réclamation. L'état de compte détaillé doit présenter la date, le numéro de facture et le montant de toutes les factures ou de tous les frais, avec la date, le numéro et le montant de tous les crédits ou paiements. Un état de compte n'est pas complet s'il commence par un montant reporté. Si la réclamation ne peut pas être attestée au moyen de l'état de compte, le Créancier doit fournir une déclaration sous serment énumérant tous les détails de la réclamation accompagnée de tous les documents justificatifs.
- ☐ Si la réclamation est libellée en devise étrangère, elle doit être convertie en dollars canadiens au taux du comptant de la Banque du Canada établi à midi, à la date déterminée, soit le 10 avril 2012 (1,00 \$ US = ● \$ CA; 1 EURO = ● \$ CA).

5^e PARAGRAPHE DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION

- ☐ La preuve de réclamation doit être déposée auprès du Contrôleur, RSM Richter Inc., au 2, Place Alexis Nihon, bureau 1820, Montréal (Québec) H3Z 3C2 et elle doit être reçue par celui-ci, au plus tard
 - ☐ le 22 juin 2012 à 17 heures, heure de Montréal (Date limite de dépôt des réclamations nées au plus tard le 10 avril 2012), et
 - ☐ à la plus tardive des dates suivantes, à savoir (i) le 17 août 2012 à 17 heures, heure de Montréal, ou (ii) trente (30) jours après la réception présumée, au sens entendu par le paragraphe [12] de l'Ordonnance, des Instructions aux Créanciers (Date limite de dépôt des réclamations reliées à la restructuration nées après le 10 avril 2012) (*Réclamations reliées à la restructuration*, telles que définies au paragraphe [3](gg) de l'Ordonnance du ● 2012, « Restructuring Claim »).

La preuve de réclamation peut être déposée par poste régulière, par télécopieur, par messagerie ou par courrier électronique à l'adresse suivante :

RSM Richter Inc.
(en sa qualité de Contrôleur désigné par la Cour
de Boutique Le Pentagone Inc.)
À l'attention de Stéphane De Broux, CA, CIRP
2, Place Alexis Nihon, bureau 1820
Montréal (Québec) H3Z 3C2
Télécopieur : 514.934.8603
Courriel : reclamations@rsmrichter.com

Il incombe aux Créanciers de confirmer la réception des documents par le Contrôleur.

6^e SIGNATURE

- ☐ La preuve de réclamation doit être signée par le Créancier ou son représentant dûment autorisé, devant témoin.

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL
COURT NO. : 500-11-042483-129
ESTATE NO.: 0000117-2012-QC

SUPERIOR COURT
(Commercial Division)
(Sitting as a court designated pursuant to the
Companies' Creditors Arrangement Act,
R.S.C. 1985, c. C-36, as amended)

IN THE MATTER OF THE PLAN OF COMPROMISE AND
ARRANGEMENT OF:

BOUTIQUE LE PENTAGONE INC.

Debtor

- and -

RSM RICHTER INC.

Monitor

PROOF OF CLAIM

1) PARTICULARS OF THE CREDITOR

- (i) Full legal name of the Creditor: _____ (the "Creditor")
- (ii) Full mailing address of the Creditor: _____
- (iii) Telephone number of the Creditor: _____
- (iv) Fax number of the Creditor: _____
- (v) Name of the authorized representative of the Creditor: _____
- (vi) E-mail address of authorized representative of the Creditor: _____

2) DECLARATION

I, _____ (name of Creditor or authorized representative of the Creditor)
hereby certify that (check and complete the appropriate boxes):

- ☐ I am a Creditor of Boutique Le Pentagone Inc.;
- ☐ I am _____ (indicate the title or function) of _____
which is a Creditor of Boutique Le Pentagone Inc.;
- ☐ I have knowledge of all the circumstances connected with the claim described herein.

3) CLAIM

- (i) CLAIM WHICH AROSE UP TO AND INCLUDING APRIL 10, 2012: \$ _____
- (ii) CLAIM WHICH AROSE AFTER APRIL 10, 2012: \$ _____
(Restructuring claim including a claim against the Debtor arising out of the restructuring, disclaimer or resiliation of any contract, lease, employment or other agreement.)
- (iii) TOTAL CLAIM (i) + (ii): \$ _____

(Note: All claims that are denominated in a foreign currency shall be converted to Canadian dollars at the Bank of Canada noon spot rate of exchange for exchanging currency to Canadian dollars on April 10, 2012. Exchange rates for the American dollar and the Euro, at that date, were the following: US \$1 = CA \$●; 1 EURO = CA \$●).

(check and complete appropriate box)

☐ UNSECURED CLAIM OF CA\$ _____

That in respect of this debt, the Creditor does not hold any assets of the Debtor as security.

☐ Regarding the amount of CA\$ _____ the undersigned does not claim a right to a priority.

☐ Regarding the amount of CA\$ _____ the undersigned claims a right to a priority under section 136 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada) or would claim such a priority if the current proof of claim was filed pursuant to this Act.

☐ SECURED CLAIM OF CA\$ _____

That in respect of this debt, the Creditor holds assets of the Debtor valued at CA\$ _____ as security, particulars of which are as follows.

(Give full particulars of the security, including the date on which the security was given and attach a copy of the security documents)

4) PARTICULARS OF CLAIM

The details relating to the claim as well as the supporting documents are submitted as follows:

- ☐ A detailed, complete statement of account;
- ☐ The invoices;
- ☐ Any agreement/contract/assessment giving rise to the claim, including calculations of the amounts claimed;
- ☐ Documents relating to the sale and/or the assignment of the claim and/or the agreement relating to the exercise of the Creditor's voting right during the Creditors' meeting;
- ☐ All other relevant documents.

5) FILING OF CLAIM

Pursuant to the claims and meetings procedure Order establishing the claims process granted by the Superior Court on ● 2012,

- ☐ the Claims Bar Date has been fixed to June 22, 2012 at 5:00 p.m., Montréal Time, for claims which arose up to and including April 10, 2012; and
- ☐ the Restructuring Claims Bar Date has been fixed to the latter of (i) August 17, 2012 at 5:00 p.m., Montréal Time, or (ii) thirty (30) days following presumed receipt, for the purposes of Section [12] of the Order, of the Instructions to Creditors, for claims which arose after April 10, 2012 ("Restructuring Claim", as defined at Section [3](gg) of the Order dated ● 2012).

Creditors who will not have filed a proof of claim with the supporting documents by the Claims Bar Date or, as applicable, by the Restructuring Claims Bar Date in compliance with the Order and instructions thereto will receive no other notice, and unless a new Order is rendered by the Superior Court, (i) shall not be entitled to participate as a Creditor to the proceedings, (ii) shall not be entitled to vote on any matter relating to these proceedings, including the Plan of compromise and arrangement of Boutique Le Pentagone Inc. (the "Plan"), (iii) shall not be entitled to assert any claim against Boutique Le Pentagone Inc., (iv) nor shall be entitled to receive any distribution under the Plan.

DATED at _____ this _____ day of _____, 201_____.

(Signature of witness)

(Signature of the Creditor or of its authorized representative)

(Please print name)

(Please print name)

**IN THE MATTER OF THE PLAN OF COMPROMISE AND ARRANGEMENT OF
BOUTIQUE LE PENTAGONE INC.**

**THIS INFORMATION SHEET IS SUPPLIED IN ORDER TO ASSIST YOU
IN COMPLETING THE PROOF OF CLAIM**

PARAGRAPH 1 OF THE PROOF OF CLAIM AND GENERAL COMMENTS

- ☐ The Creditor must state the full and complete legal name of the company or the Creditor.
- ☐ The Creditor must give the complete address (including the postal code) where all notices and correspondence are to be forwarded. In addition, the Creditor and/or the authorized representative must indicate his/her telephone number, his/her facsimile and his/her e-mail address.

PARAGRAPH 2 OF THE PROOF OF CLAIM

- ☐ If the individual completing the proof of claim is not the Creditor himself/herself, he/she must state his/her position or title.

PARAGRAPHS 3 AND 4 OF THE PROOF OF CLAIM

- ☐ A detailed, complete statement of account must be attached to the proof of claim. Provide all particulars of the claim and supporting documents, including amount, description of transaction(s) or agreements(s) giving rise to the claim. The amount on the statement of account must correspond with the amount claimed on the proof of claim. The detailed statement of account must show the date, the invoice number and the amount of all the invoices or charges, together with the date, the number and the amount of all credits or payments. A statement of account is not complete if it begins with an amount brought forward. If the claim cannot be evidenced through a statement of account, the Creditor must provide a sworn affidavit providing all particulars of the claim, together with all supporting documents.
- ☐ If the claim is in a foreign currency, it shall be converted to Canadian dollars at the Bank of Canada noon spot rate of exchange for exchanging currency to Canadian dollars on the Determination Date, namely April 10, 2012 (US \$1 = CA \$●; 1 EURO = CA \$●).

PARAGRAPH 5 OF THE PROOF OF CLAIM

- ☐ The proof of claim must be filed with the Monitor, RSM Richter Inc., at 2 Place Alexis Nihon, Suite 1820, Montréal, Québec, H3Z 3C2 and it must be received by the Monitor,
 - ☐ by June 22, 2012, at 5:00 p.m., Montréal Time (Claims Bar Date), for claims which arose up to and including April 10, 2012; and
 - ☐ by the latter of (i) August 17, 2012 at 5:00 p.m., Montréal Time, or (ii) thirty (30) days following presumed receipt, for the purposes of Section [12] of the Order, of the Instructions to Creditors (Restructuring Claims Bar Date) for claims which arose after April 10, 2012 ("Restructuring Claim", as defined at Section [3](gg) of the Order dated ● 2012).

The proof of claim may be filed by regular mail, by facsimile, by messenger or by any other means of electronic mail addressed to:

RSM Richter Inc.
(In its capacity as Court-appointed Monitor
of Boutique Le Pentagone Inc.)
Attention: Stéphane De Broux, CA, CIRP
2 Place Alexis Nihon, Suite 1820
Montréal, Québec H3Z 3C2
Facsimile: 514.934.8603
Email: claims@rsmrichter.com

Creditors are responsible for proving receipt of documents by the Monitor.

PARAGRAPH 6 SIGNATURE

- ☐ The proof of claim must be signed by the Creditor or its duly authorized representative, and have it witnessed.

ANNEXE C

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO COUR : 500-11-042483-129
NO DOSSIER : 0000117-2012-QC

C O U R S U P É R I E U R E
(Chambre commerciale)
(Siégeant à titre de tribunal désigné aux termes de la *Loi
sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*,
L.R.C. 1985 c. C-36, tel qu'amendée)

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT ET DE
TRANSACTION DE :
BOUTIQUE LE PENTAGONE INC.

Débitrice

-et-

RSM RICHTER INC.

Contrôleur

LETTRE D'INSTRUCTIONS RELATIVE AU PROCESSUS DES RÉCLAMATIONS DE
BOUTIQUE LE PENTAGONE INC. (LA « DÉBITRICE »)

A. Processus de Réclamation

Par une ordonnance datée du ● 2012 (l'« Ordonnance ») rendue aux termes de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. 1985 c. C-36, tel qu'amendée (la « LACC »), la Débitrice a été autorisée à mettre en place un processus de traitements des réclamations (le « Processus des Réclamations »).

La présente lettre donne des directives pour remplir la preuve de réclamation. Pour votre information, aucun plan n'a été déposé à ce jour aux termes de la LACC. Les termes en majuscules qui ne sont pas autrement définis aux présentes ont le sens qui leur est attribué dans l'Ordonnance.

Le Processus des Réclamations vise toute personne détenant une réclamation de quelque nature que ce soit, à l'exception d'une Réclamation Exclue, contre la Débitrice relativement à toute obligation découlant de faits existants en date du 10 avril 2012 et à toute réclamation née après le 10 avril 2012 découlant de la restructuration, du refus d'exécution ou de la résiliation d'un contrat, d'un bail, d'un contrat d'emploi ou de toute autre entente (« Réclamation liée à la restructuration ») comme il est plus amplement décrit dans l'Ordonnance.

Si vous avez des questions à l'égard du Processus de Réclamation, veuillez communiquer avec le Contrôleur nommé par la Cour à l'adresse ci-après.

Tous les avis et toutes les demandes à l'égard du Processus de Réclamation devraient être envoyés au Contrôleur à l'adresse suivante :

RSM Richter Inc.
(en sa qualité de Contrôleur de
Boutique Le Pentagone Inc.)
2, Place Alexis Nihon, bureau 1820
Montréal (Québec) H3Z 3C2

Aux soins de : **Stéphane De Broux, CA, CIRP**
N° de télécopieur : **514.934.8603**
Adresse courriel : **reclamations@rsmrichter.com**

B. Soumission d'une Preuve de Réclamation

Si vous estimez que vous avez une réclamation contre la Débitrice, vous devrez déposer une preuve de réclamation auprès du Contrôleur avant la Date limite de dépôt des réclamations et / ou la Date limite de dépôt des réclamations reliées à la restructuration, à défaut de quoi vos réclamations contre la Débitrice seront éteintes et interdites pour toujours.

La preuve de réclamation doit être déposée auprès du Contrôleur et elle doit être reçue par celui-ci, au plus tard, **le 22 juin 2012 à 17 heures, heure de Montréal (« Date limite de dépôt des réclamations »)**.

Pour les Réclamations reliées à la restructuration, la preuve de réclamation doit être déposée auprès du Contrôleur et elle doit être reçue par celui-ci, au plus tard à la plus tardive des dates suivantes, à savoir (i) **le 17 août 2012 à 17 heures, heure de Montréal, ou (ii) trente (30) jours après la réception présumée, au sens entendu par le paragraphe [12] de l'Ordonnance, des Instructions aux Créanciers (« Date limite de dépôt des réclamations reliées à la restructuration »)**.

Vous pouvez trouver des formulaires de preuve de réclamation supplémentaires sur le site internet du Contrôleur, à l'adresse <http://www.rsmrichter.com/Restructuration/Boutique%20Le%20Pentagone.aspx> ou en obtenir en communiquant avec le Contrôleur par écrit, par la poste, par télécopieur ou par courriel aux coordonnées indiquées ci-dessus et en lui donnant votre nom, votre adresse, votre numéro de télécopieur et votre adresse courriel. Une fois que le Contrôleur aura reçu ces renseignements, vous recevrez, dès que cela sera possible, des formulaires de preuve de réclamation supplémentaires.

Vous trouverez ci-joint la feuille d'information pour vous aider à remplir la preuve de réclamation.

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL
COURT NO.: 500-11-042483-129
ESTATE NO.: 0000117-2012-QC

S U P E R I O R C O U R T
(Commercial Division)
(Sitting as a court designated pursuant to the
Companies' Creditors Arrangement Act,
R.S.C. 1985, c. C-36, as amended)

IN THE MATTER OF THE PLAN OF COMPROMISE AND
ARRANGEMENT OF:

BOUTIQUE LE PENTAGONE INC.

Debtor

-and-

RSM RICHTER INC.

Monitor

INSTRUCTION LETTER FOR THE CLAIMS PROCESS OF
BOUTIQUE LE PENTAGONE INC. (THE "DEBTOR")

A. Claims Process

By order dated ● 2012 (the "Order") under the *Companies' Creditors Arrangement Act*, R.S.C. 1985 c. C-36, as amended (the "CCAA"), the Debtor has been authorized to conduct a claims process (the "Claims Process").

This letter provides instructions for completing the proof of claim. For your information, there is currently no proposed plan under the CCAA. Capitalized terms which are not otherwise defined herein shall have the meaning ascribed thereto in the Order.

The Claims Process includes any person having a claim of any kind, except for an Excluded Claim, against the Debtor, relating to any obligation arising of existing facts as of April 10, 2012, whether undetermined, contingent or other, and any claim after April 10, 2012 arising out of the restructuring, the disclaimer or resiliation of a contract, lease, employment agreement or other agreement ("Restructuring Claim"), as defined in the Order.

If you have any questions regarding the Claims Process, please contact the Court-appointed Monitor at the address provided below.

All notices and enquiries with respect to the Claims Process should be addressed to the Monitor at:

RSM Richter Inc.
(In its capacity as Monitor of
Boutique Le Pentagone Inc.)
2 Place Alexis Nihon, Suite 1820
Montréal, Québec H3Z 3C2

Attention: Stéphane De Broux, CA, CIRP
Fax: (514) 934-8603
E-mail: claims@rsmrichter.com

B. Submitting a Proof of Claim

If you believe that you have a claim against the Debtor, you will have to file a proof of claim with the Monitor by the Claims Bar Date and/or the Restructuring Claims Bar Date, failing which your claim against the Debtor will be extinguished and forever barred.

The proof of claim must be filed and received by the Monitor by **June 22, 2012 at 5:00 p.m., Montréal time ("Claims Bar Date")**.

For a Restructuring Claim, the proof of claim must be filed and received by the Monitor no later than the latter of **(i) August 17, 2012 at 5:00 p.m., Montréal time or (ii) thirty (30) days following presumed receipt, for the purposes of Section 12 of the Order, of the Instructions to Creditors ("Restructuring Claims Bar Date")**.

Additional proof of claim forms can be found on the Monitor's website at:

<http://www.rsmrichter.com/Restructuring/Boutique%20Le%20Pentagone.aspx>

or they can be obtained by contacting the Monitor in writing by mail, fax, or e-mail at the coordinates indicated above and providing particulars as to your name, address, facsimile number and e-mail address. Once the Monitor has this information, you will receive, as soon as practicable, additional proof of claim forms.

You will find enclosed the information sheet to help you to complete the proof of claim form.